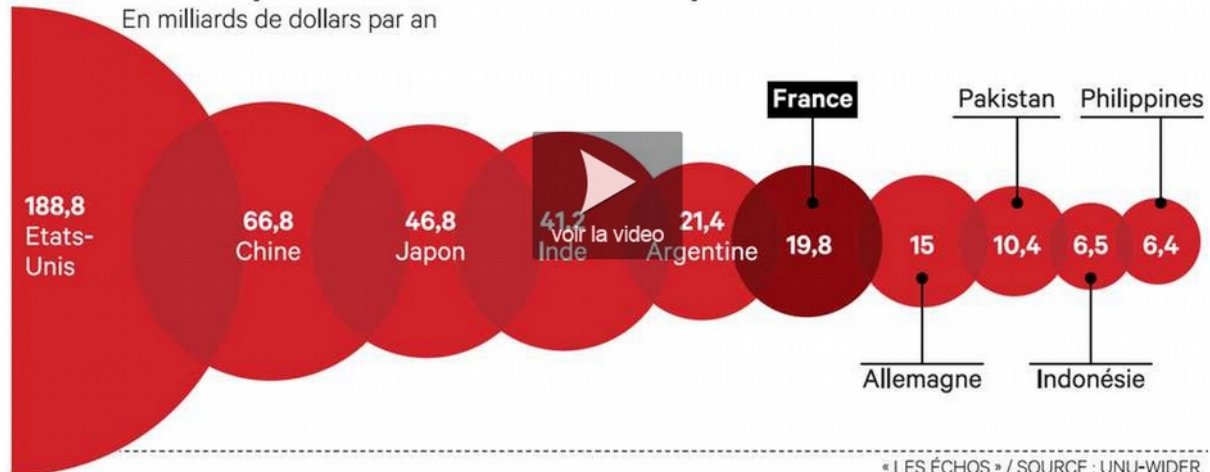


L'optimisation fiscale coûterait 18 milliards au budget de la France

[Ingrid Feuerstein](#)

Estimation des pertes de recettes liées à l'optimisation fiscale



L'optimisation fiscale coûterait 18 milliards au budget de la France

Une étude de l'université des Nations unies chiffre l'évitement fiscal des multinationales à 500 milliards de dollars au niveau mondial.

La lutte contre l'évasion fiscale est présentée par certains candidats à la présidentielle comme un moyen de financer de nouvelles mesures de pouvoir d'achat pour les ménages. Les sommes en jeu ne sont pas négligeables : Marine Le Pen pense retirer 60 (!) milliards d'euros de la lutte contre la fraude fiscale et sociale et de la simplification, alors que Benoît Hamon table sur 11 milliards d'euros, provenant également d'une taxe Google sur les profits détournés. Jean-Luc Mélenchon en attend, lui, 30 milliards d'euros. Difficile, pourtant, d'estimer les recettes qu'on peut attendre d'un renforcement des moyens de lutte contre la fraude. Deux économistes de l'université des Nations unies viennent d'élaborer un chiffrage global et par pays. Selon eux, l'évitement fiscal des multinationales coûterait 500 milliards de dollars au niveau mondial, dont 20 milliards de dollars (18 milliards d'euros) seraient imputables à la France.

Un phénomène en nette amplification

Cela peut paraître inférieur aux précédentes estimations faites sur le sujet, en particulier celle de la commission des Finances du Sénat qui chiffrait l'évasion fiscale entre 30 et 60 milliards d'euros. Mais les travaux de ces économistes se concentrent sur l'optimisation fiscale des multinationales, et ne prennent donc pas en compte la fraude des particuliers. Ils s'appuient sur des recherches publiées l'an dernier par le Fonds monétaire international (FMI) et qui évaluaient le manque à gagner pour la France à quelque 29 milliards de dollars (26 milliards d'euros). Les deux chercheurs ont affiné la

méthodologie. Ils se sont notamment appuyés sur le taux d'imposition effectif, et non le [taux facial](#) de l'impôt sur les sociétés, et ont utilisé une définition plus large des paradis fiscaux. « *La méthodologie n'est pas parfaite, et les montants ne peuvent pas être évalués avec précision, reconnaissent les auteurs sur le blog du réseau Tax Justice Network. Mais nous espérons apporter une contribution précieuse au processus visant à évaluer au mieux, et répondre plus efficacement à ce problème politique de premier plan.* »

Cette étude a également pour mérite de chiffrer l'évolution dans le temps des pertes fiscales. Elle montre que le phénomène s'est amplifié depuis les années 1980, avec une nette accélération dans les années 2000. Autre enseignement : les pays en voie de développement en seraient davantage victimes que les Etats les plus riches. Certes, en valeur absolue, ce sont les pays de l'OCDE qui sont les plus touchés : les Etats-Unis arrivent en tête avec près de 190 milliards de dollars de pertes fiscales. Mais si l'on rapporte ces pertes au total des recettes fiscales, ce sont les économies les moins riches qui sont le plus perdantes. D'après cette étude, le Pakistan, la Tanzanie ou le Niger subiraient une érosion de 20 à 30 % de leurs recettes liée à l'optimisation fiscale.

Ingrid Feuerstein, Les Echos